

SOUDAN, UNE RÉVOLUTION?...

Une place couverte de tentes. Le soleil qui frappe. C'est *midan al-itisam*, la «*place de l'attente*». Elle enserme le quartier général des forces armées soudanaises. Celles et ceux qui occupent cet espace ont décidé de n'en pas bouger avant que leurs revendications ne soient satisfaites: la mise à bas complète du régime d'Omar Al-Bachir et le pouvoir aux civils. Tout a commencé à la mi-décembre 2018, le 19 exactement. Le prix du pain a augmenté. Il a triplé. Manifestations dans tout le pays. Répression violente, 40 morts. Des centaines d'arrestations. Du refus de ces augmentations, la contestation en est arrivée au refus de ce pouvoir entre les mains d'un criminel islamique, poursuivi par la *Cour pénale internationale* (CPI) pour génocide et crimes de guerre commis au Darfour, Omar Al Bachir.

La répression et les luttes internes au pouvoir

Le 10 janvier 2019, les autorités avouent avoir tué 22 personnes. Des ONG donnent un bilan de 40 morts. 800 manifestants ont été arrêté. Les manifestations continuent. La semaine qui suit le week-end du 12-13 janvier est considérée comme la semaine du soulèvement. Un groupe oppositionnel apparaît publiquement. Il s'agit l'*Association des professionnels soudanais* (SPA). Il semble être l'organe organisationnel de ce mouvement.

Face aux manifestants, il y a des organes de sécurité, pléthoriques. Ils représentent le premier poste budgétaire de l'État. A l'armée et la police, ont été ajoutés un puissant service de renseignement (NISS) et différentes milices dont la plus importante, la *Rapid support Force* (RSF) s'apparente à une armée dans l'armée. C'est de cette dernière que la solution autoritaire pourrait advenir. Début février, Omar al Bachir semble convenir qu'il y a un problème. Les manifestants auraient des «*motivations raisonnables*»...

Mais les manifestations continuent. Le 11 avril; l'armée destitue le président. Le pouvoir passe aux mains d'un *Conseil militaire de transition*. Charge à lui de rétablir l'ordre. Il faut faire disparaître le sit-in devant le quartier général de l'armée. Une tentative a lieu le 3 juin. Sans résultat, mais 108 manifestants sont tués. Regrets militaires. Ce serait un nettoyage qui aurait mal tourné. En fait il s'agit de l'intervention des forces spéciales (RSF) du général Hemetti qui sont à l'origine des exactions au Darfour. Il peut s'agir en même temps d'une lutte d'influence au sein de l'armée. Le SPA appelle à continuer les manifestations pacifiques, à la grève et à la désobéissance civile. Khartoum, la capitale, est paralysée. Des pourparlers ont lieu qui n'aboutissent pas. Des divisions à l'intérieur de l'armée sont signalées. Des soldats réguliers prendraient le parti des manifestants pacifiques. Entre temps, des milliers de personnes ont traversé la ville en soutien aux militaires et pour le maintien de la charia. Ces derniers sont accusés par les révolutionnaires d'avoir «*dévoiyé l'islam. Ils ont menti en prétendant que nous ne sommes pas musulmans. Nous voulons retrouver les bases du vrai Soudan, l'ancien, avant que les militaires et les islamistes ne fassent tout pour changer le pays*».

Sur la place, une autre société?

Un journaliste (*Le Monde*) rapporte que le campement des protestataires soudanais est devenu un espace de fête et d'éducation politique, malgré les incertitudes et les menaces. C'est à l'intersection de boulevards sinistres. Il faudrait reproduire tout son article (29 mai 2019) pour se rendre compte de ce qui s'y passe. En voici un extrait:

«*En l'espace d'un mois et demi, une cité a poussé sur plusieurs kilomètres carrés et s'étend jusqu'au pont de métal qui traverse le Nil Bleu. On y débat de politique, de démocratie, de rapports entre les sexes, des diverses façons de faire (ou pas) le ramadan, dans un mélange d'idées à la fois terre à terre et follement utopiques. Certains y ont élu domicile et ne quittent plus la zone, ou viennent en curieux ou en touristes. La nuit, c'est l'affluence. Aux toutes premières heures, le 6 avril, ce n'était d'abord qu'une tentative risquée*

pour regrouper, après quatre mois de manifestations, les protestataires de tous les coins de la capitale. Afin de parvenir jusque-là, il avait fallu des tractations pour qu'une branche des militaires laisse passer le flot contestataire. Mais qu'ils s'installent à demeure sur le macadam soulevait des questions logistiques pointues. «Dès les premières heures, le problème de l'eau s'est posé. Puis, très vite, celui des toilettes. Presque en même temps, il a fallu organiser l'électricité. Monter des structures pour des tentes. Créer des scènes, organiser des centres médicaux. Ouvrir des dortoirs, donner à manger à tout ce monde. Mais je crois qu'on s'est assez bien débrouillés», sourit Ali Siory, professeur au département d'ingénierie de l'université de Khartoum, à deux pas, et l'un des participants de la mise sur pied de cette ville dans la ville».

Comme chaque fois que ce genre de choses arrive, on voit les femmes surgir et prendre toute leur place. Elles semblent avoir joué un rôle de premier plan. L'une d'elle est devenue la *Femme en blanc* ou *Lady Liberty*. Elle s'appelle Alaa Salah. Tout est parti d'une photo, publiée le 8 avril sur les réseaux sociaux. On y voit une jeune femme, vêtue de blanc, haranguer la foule depuis le toit d'une voiture, le doigt au ciel. Autour d'elle, des dizaines de smartphones immortalisent la scène. Menacée de mort à plusieurs reprises, elle assure qu'elle ne sera pas «réduite au silence». «*Les balles ne tuent pas. Ce qui tue est le silence du peuple. J'encourage les femmes soudanaises à sortir dans la rue en nombre*», peut-on lire dans un de ses tweets. Tous les soirs, des brigades de gamins défilent, marchant au pas. Ils ne tiennent pas des fusils mais des balais. On les retrouve plus loin, balayant avec force gestes une des grandes avenues, piétonne et encombrée. Les ordures sont mises en sac et ramassées par un camion poubelle: «*Ici, nous nous réapproprions notre pays, et nous voulons que notre pays soit propre et donne une bonne image de lui-même et de nous*», analyse, sérieux, Abdallah Gaber, 32 ans, l'un des régisseurs du sit-in. (Orient XXI).

En retrait, l'organisation

C'est un bataillon fantôme qui a organisé l'insurrection. C'est ainsi que le dictateur a qualifié cette nébuleuse regroupant un ensemble de syndicats, de comités au fonctionnement horizontal. Son organisation interne demeure inconnue ainsi que l'identité et la sensibilité politique de ceux qui la composent. Elle serait née après la répression violente d'un mouvement social en 2013. Ce bataillon va jouer un rôle en août 2018 par son engagement dans la bataille des salaires. Son nom le S.P.A. (*Association des professionnels soudanais*) redevient public le 31 décembre 2018. Dans une vidéo un homme, Naji Ellassam, lit un *Appel à la liberté et au changement (Déclaration of Freedom and Change)*, qui est signé par 28 groupes en plus du SPA. Au moins deux organisations de femmes sont présentes en tant que telles. Cet appel comprend trois points. Le premier réclame l'éviction de Omar Al-Bachir et de son administration. Le second, la mise en place d'un gouvernement de transition suivie de neuf exigences de réforme économiques, civiles et sociétales. Parmi ces dernières, il y a la revendication de développer (*empower*) l'influence des femmes soudanaises et de mettre fin à toutes les formes de discrimination à leur encontre. Le troisième point, plus classique, revendique l'arrêt de toute poursuite contre les manifestants.

Lors du massacre de juin, des jeunes gens ont réclamé des armes pour se défendre, mais le SPA n'a pas suivi. Il a cependant renforcé les actions de désobéissance civile. Il s'agit tout à la fois d'une grève générale et de désertier les rues le tout culminant dans des manifestations monstres dans tout le Soudan. Après trois jours d'arrêt total du pays, le mouvement de désobéissance est suspendu. Les négociations avec le *Conseil militaire de transition* ont repris. Le SPA a réussi à fédérer toutes les oppositions du pays dans une *Coalition pour la liberté et le changement* (FCC). Un des aspects singuliers de cette révolution réside dans les slogans et autres appels. Selon la chercheuse, Sarra Majdoub (*Orient XXI*). «*Les mots d'ordre des professionnels peuvent être considérés comme une pièce maîtresse de l'insurrection, avec les désormais célèbres: «Tasgotbas!» (Qu'il tombe!) avant la chute d'Al-Bachir et «Lam tasgot baad!» (Il n'est toujours pas tombé!) après l'avènement du Conseil militaire de transition. Le lyrisme de ces appels et leur extrême stylisation tantôt en arabe, tantôt en dialecte ou en argot des villes - randouk - les singularise*». Un des autres aspects illustrant le fait qu'il s'agit vraiment d'une révolution réside dans la création d'un art mural important comme ce fut le cas en Syrie entre 2011 et 2014. Il suffit d'aller voir sur le site de la BBC (1). Après beaucoup d'aller et retours, les discussions avec les militaires aboutissent au début août. Ils acceptent de partager le pouvoir! Un accord est signé officiellement le 17 août en présence du Premier ministre éthiopien qui semble avoir joué un rôle décisif dans les négociations.

Aujourd'hui

Les choses semblent se remettre à fonctionner. Mais des manifestations continuent à avoir lieu, avec

(1) <https://www.bbc.com/news/world-africa-48126363>

deux revendications. Connaître les responsables de la tuerie du 3 juin et hâter le transfert d'Omar Al-Bachir au *Tribunal International de la Haye*. C'est ce à quoi le nouveau premier ministre, Abdallah Hamdok, choisi par l'opposition s'est engagé. Il vient de se rendre au Darfour pour tenter de régler les problèmes créés par les tueries faites par les hommes du général Hemeti. Dans ce nouveau gouvernement il y a quatre femmes dont l'une est ministre des Affaires étrangères. Dans une société où les islamistes avaient le pouvoir, cela est signe d'un changement important.

Le 17 août 2019, un accord est signé avec l'État-major militaire, devant des représentants africains de haut-rang. Ces derniers doivent être soulagés de voir que cela se clôt ainsi. Le risque de contagion étant tellement grand. Le discours fait par le représentant du SPA à ce moment-là comporte 15 points qui représentent une feuille de route pour les temps à venir. Parmi eux il y a un appel aux militaires: déposez vos armes et rejoignez-nous pour reconstruire le pays. Après avoir déploré la dégradation du sort des femmes délibérément exercé par le précédent régime, il est affirmé cela: *«Nous voulons conserver et améliorer les droits constitutionnels des femmes et ferons de telle sorte qu'elles occupent 40% des sièges du Conseil législatif provisoire»*. Dans un pays connu pour son intransigeance islamiste, le point 4 abandonne toute référence à la charia et appelle à la tolérance réciproque de tous les groupes religieux. Le point 9 assure qu'il n'y aura pas de vengeance contre le groupe précédemment au pouvoir, juste une recherche des responsabilités de la corruption et des violences commises contre la population, donc juste l'application du droit. Cela vaut le coup de citer complètement la dernière partie de ce point parce qu'elle pose aujourd'hui ce qui pourrait arriver ailleurs. *«Peut-être le peuple de ce pays est-il capable de pardonner puissamment et pour une fois. Peut-être le peuple dans sa générosité peut-il oublier le mal que vous lui avez fait. Mais, en dernière alternative vous êtes de ce pays et votre droit à la citoyenneté ne vous a pas été enlevé. En conséquence vous devez choisir la façon dont vous aller reconnaître le mal que vous avez fait, car garder le silence c'est reconnaître votre complicité»*.

Ce serait trop long de continuer ces citations. Ce qui apparaît clairement, c'est que cette révolution en s'étant refusée de prendre les armes, ce qui aurait paru être justifié par l'extrême violence du pouvoir islamiste, a ouvert la voie à quelque chose de nouveau. Les groupes et les individus regroupés au sein du SPA ont tiré les conséquences du passage à la guerre civile de la révolution syrienne.

Pierre SOMMERMEYER.
